"Je veux vous parler de la France"



Chère Madame, cher Monsieur,

Je vous écris pour vous parler de la France.

Pour vous dire que notre pays n'est pas voué au déclin.

Longtemps, la France a inspiré le monde. Aujourd'hui, elle doute et elle souffre. Face à la mondialisation libérale, elle se demande comment préserver ses entreprises, ses emplois, son modèle social. Face à la dette et aux déficits, les Français aspirent au sérieux, mais aussi à un avenir meilleur. Épris de justice, ils ne veulent plus d'une politique au service d'une minorité de privilégiés.

Malgré la difficulté, des solutions existent, car la France est forte de ses atouts et de ses talents. Ces solutions, je veux vous les faire partager. Mon horizon n'est pas seulement celui d'une élection, ma détermination est de transformer notre pays.

Tout cela demandera courage, volonté et sens de la justice. Il faudra mobiliser toutes les énergies en unissant les forces de progrès et en réunissant les Français. Fidèle aux valeurs de la République et de la gauche, j'incarnerai ces exigences qu'impose la plus haute responsabilité de l'État.

Citoyennes et citoyens de métropole et des outremers, je souhaite m'engager auprès de vous à **rendre à la France sa force, sa sérénité et son unité.**

Comme vous, je constate que la France est abîmée. À travers le pays, j'ai vu des usines fermer leurs portes parce que des financiers délocalisent là où tout coûte moins cher. Et pourtant, nos salariés sont parmi les plus productifs au monde. Nos ingénieurs maîtrisent les technologies les plus modernes. Nos PME sont créatives. Le TGV, Ariane, Airbus sont des succès qui ne doivent pas rester sans lendemain.

J'ai rencontré des agriculteurs ne sachant plus comment joindre les deux bouts. Et pourtant, ils ne veulent pas vivre de subventions, mais de la reconnaissance de leur travail qui passe par des relations plus équitables entre les producteurs et les distributeurs et une concurrence équilibrée entre pays européens sans laquelle la PAC ne peut fonctionner. J'ai écouté des artisans, des commerçants, des dirigeants de PME qui exhortent les banques à leur accorder un prêt pour financer leur projet ou un délai pour rembourser leurs dettes, et qui n'y parviennent pas. Et pourtant, nos établissements financiers affichent des profits considérables.

J'ai constaté les dégâts des services publics amputés de leurs moyens : toujours moins d'enseignants, moins de policiers, moins de personnels soignants, moins de magistrats ; aucune commune n'est épargnée. Et pourtant, c'est la qualité des services publics qui a fait de la France un pays attractif et envié dans le monde.

Comme vous, je vois le gâchis humain. Nos jeunes qui galèrent de stage en stage, ces salariés de plus de 50 ans licenciés sans ménagement, ces femmes qui enchaînent les temps partiels, ces retraités qui ne peuvent pas vivre correctement, ce n'est pas l'idée que je me fais de notre pacte social.

Comme vous, je constate que la situation se dégrade pour tous, sauf pour quelques-uns. Est-il juste, alors que la crise frappe si durement, que ceux qui ont mené l'économie mondiale vers le gouffre se distribuent à nouveau profits, stock-options, bonus, parachutes dorés ? Je réponds : non. Est-il acceptable que l'impôt des plus riches soit allégé alors que celui des catégories modestes et des classes moyennes augmente ? Je réponds : non. Est-il normal qu'une PME acquitte un impôt sur les sociétés quatre fois plus élevé qu'une grande entreprise cotée en bourse ? Là encore, je réponds : non.

Comme vous, je veux un autre avenir pour la France.

À la veille du grand rendez-vous de 2012, **je veux partager avec vous mon idée de la France.**

La France, ma France, c'est celle que l'Histoire nous a léguée. Il nous faut refonder le pacte républicain, ce fil continu de la France qu'on aime, celle de la Révolution de 1789, des grandes lois de 1901 ou de 1905, des conquêtes de 1936, du Conseil national de la Résistance en 1944, de l'espérance soulevée en mai 1981, comme en juin 1997. Il faut nous rappeler les combats des humanistes, des ouvriers, des féministes, qui ont tous œuvré pour le bien commun. Cet héritage doit cimenter notre nation.

Ma France, c'est celle qui renoue avec le progrès, en maîtrisant les changements en profondeur de l'économie mondialisée, de la société, des technologies. C'est l'émancipation des femmes et des hommes ; c'est la connaissance qui repousse les limites de l'esprit humain ; c'est la justice sociale sans laquelle il n'y a pas de société digne d'être partagée ; c'est l'Europe et l'internationalisme car c'est de la fraternité, du local au global, que viendront les réponses ; c'est la laïcité enfin, le joyau que la France peut offrir au monde à l'heure où les intégrismes dénaturent les croyances et où penser par soi-même est un acte de résistance aux fanatismes et au cynisme.

Ma France, c'est celle que nous enseignent nos instituteurs et nos professeurs, et que m'ont transmise mes parents. L'envie d'apprendre, le respect des règles, le goût des autres, l'égalité des chances, le mérite ! À l'école, chacun de nous reçoit plus qu'un savoir : une morale aussi. Cette morale mise à mal par un Président qui a fait de l'argent l'étalon d'une vie réussie, et qui a supprimé 80 000 postes d'enseignants depuis 2007.

La France, ma France, c'est celle où chacun doit pouvoir travailler, vivre de son travail et s'y épanouir. C'est cette conviction qui m'a animée quand j'ai rejoint l'action syndicale, qui m'a poussée, jeune fonctionnaire, à choisir le ministère du Travail, qui m'a guidée quand j'ai tenu la plume des lois Auroux qui renforcent les droits des salariés, améliorent les conditions de travail et favorisent la négociation collective, et celle des lois contre l'exclusion, pour l'emploi des jeunes et pour la réduction du temps de travail.

Ma France, c'est une puissance économique innovante admirée dans le monde. Un atout essentiel pour la France, c'est son agriculture, capable aujourd'hui de produire des aliments de qualité dans la proximité et de préserver nos paysages et nos territoires. Développons et accompagnons-là. Pas d'avenir non plus pour un pays sans industrie. Nous avons des ressources puissantes pour être dans le peloton de tête des nations. Nos ouvriers, nos employés, nos cadres, nos ingénieurs, nos entreprises, nos chercheurs, débordent de compétences, d'imagination et d'initiatives. Nous pouvons être fiers de notre économie sociale et solidaire, des coopératives aux mutuelles en passant par les associations ou les entreprises d'insertion, toutes créatrices d'emplois et porteuses d'innovation sociale.

Ma France, c'est celle qui a marqué le monde et la civilisation par ses créateurs et sa culture. C'est celle qui doit transmettre ce goût de l'art et de la pratique artistique à chaque enfant de France. Cette politique culturelle qui a été abandonnée et que nous devons retrouver pour développer la sensibilité de chacun, partager des émotions et construire le patrimoine de demain.

Ma France, c'est celle où l'on vit bien ensemble, par delà les origines et les différences. C'est ce que j'ai voulu pour Lille où l'on sait ce que la solidarité veut dire. L'urbanisme et le logement pour rapprocher les habitants et intégrer les quartiers plutôt que les stigmatiser, l'attractivité économique pour créer des emplois durables, la culture et le sport pour se retrouver, l'attention portée aux enfants et aux personnes âgées, voilà ce que le vivre ensemble veut dire ! Hélas, c'est à diviser plutôt qu'à rassembler que le président sortant a consacré son mandat, opposant en permanence les individus, les générations, les territoires.

Ma France, c'est celle qui tend la main. À la maison, l'entraide et le souci des autres étaient des évidences. Aujourd'hui encore, rien n'est possible sans l'élan du cœur. Où est cet élan, ces dernières années, quand on ordonne de pourchasser les enfants d'étrangers jusque dans les écoles, quand on autorise le travail le dimanche au détriment de la famille et de l'engagement citoyen, et quand on fragilise nos associations pourtant créatrices de lien social et de citoyenneté ?

Ma France est laïque. C'est celle de Jaurès. La laïcité est le ciment de notre nation, plus diverse qu'il y a un siècle. La laïcité, c'est-à-dire la tolérance vis-à-vis des croyances religieuses ou philosophiques, dès lors qu'elles respectent nos valeurs communes. La laïcité, si bien définie dans la loi de 1905 qui instaure la séparation de l'église et de l'État. Rien ne justifie



que le président de la République proclame “la supériorité du prêtre sur l'instituteur.” Je sais aussi ce que nous devons aux Églises et aux religions, quand elles prônent le respect de l'autre et l'accueil des plus faibles. Ces valeurs que le chef de l'État a foulées aux pieds quand il a déclaré la guerre aux Roms ou que ses ministres de l'Intérieur ont stigmatisé nos compatriotes d'origine étrangère.

Ma France, c'est celle qui n'a pas peur de s'ouvrir au monde. C'est le sens de mon engagement européen, dans la fidélité au combat de mon père, Jacques Delors. C'est la profondeur des liens d'amitié avec l'Afrique, le Maghreb, l'Asie, tissés au fil des voyages et des responsabilités. C'est la relation de loyauté et d'indépendance que le général de Gaulle et François Mitterrand avaient su forger avec les États-Unis. Quel contraste là encore avec le président sortant, allié de George W. Bush, ignorant les révolutions arabes et méprisant “l'homme africain” prétendument resté en retrait de l'Histoire. La France n'a jamais été aussi forte et écoutée que lorsqu'elle a porté haut ses valeurs. Elle doit retrouver sa voix dans le monde et décider de son destin : ainsi par exemple, élue présidente de la République, je mènerai à bien le retrait ordonné de nos troupes d'Afghanistan avant la fin 2012.

Ma France, c'est celle qui pense à l'avenir de la planète. Le changement climatique n'est pas une fiction, c'est une réalité qui menace notre survie. Montée des océans, sécheresses inhabituelles, tsunamis, les alertes se multiplient. Les États-Unis et l'Europe, la Chine, l'Inde, la Russie, le Brésil, d'autres encore – produisent et consomment comme si une seconde Terre allait nous accueillir quand celle-ci n'offrira plus ni pétrole, ni eau, ni air. Les réponses ne manquent pas, mais elles tardent. Fiscalité verte, mutation écologique de l'économie, économies d'énergie, développement des énergies renouvelables, transports collectifs et voitures propres, circuits courts agricoles et relocalisations d'activité, ces choix relèvent du comportement de chacun, mais ils dépendent avant tout de la volonté politique. Et aujourd'hui elle fait défaut.

Voilà ma France, notre France, celle que nous aimons et que je veux conduire avec vous demain vers un avenir meilleur. En d'autres termes, nous devons pour sortir de la crise et préparer la société de demain, porter un développement plus respectueux de l'homme et de la nature, et combattre les inégalités. Ce nouveau modèle doit être au cœur du débat de 2012.

Cela ne se fera pas sans l'Europe. **Comme à chaque étape de son histoire, l'Europe doit choisir : renaître ou disparaître.**

Aujourd'hui, l'Europe est menacée d'une longue récession, avec plus de chômage et moins de protections. Partout, pas seulement en Grèce, on demande aux peuples de régler la facture de la crise. Le sérieux budgétaire est indispensable, mais il faut dire toute la vérité ! Les banques n'ont pas épuré les actifs toxiques de leurs comptes ni rompu avec les paradis fiscaux, et elles veulent faire payer leurs égarements aux contribuables. Certains gouvernements, dont le nôtre, ont fragilisé les finances publiques en réduisant l'imposition des revenus du capital et des profits ou en multipliant les avantages fiscaux pour les plus fortunés. Les autorités européennes ont tardé à réagir. Crise financière, crise du modèle européen, crise du politique sont une même réalité.

L'urgence commande que la Banque centrale européenne intervienne massivement et que les moyens du Fonds européen de solidarité financière soient doublés. Au-delà, de profondes réformes s'imposent. J'ai soutenu chaque étape de l'Union européenne. Mais je le dis aujourd'hui, l'Europe doit retrouver sa vocation, son sens et sa volonté.

Présidente de la République, je proposerai à nos partenaires de prendre des mesures pour une croissance durable et riche en emplois : *une taxe sur les transactions financières* et des emprunts européens - *eurobonds* - contre les spéculateurs, mais aussi pour financer des projets d'avenir ; un *gouvernement économique* ; une *Communauté européenne des énergies* pour sécuriser nos approvisionnements et préserver le climat et l'environnement ; *l'harmonisation fiscale et sociale* pour stopper la concurrence déloyale en premier lieu entre les pays de l'Union économique et monétaire ; la *réciprocité commerciale,* comportant l'augmentation des droits de douane aux frontières européennes pour les produits venant de pays qui ne respectent pas les normes internationales en matière sociale, sanitaire ou environnementale.

Pour atteindre ces objectifs, il faudra *une avant-garde* - les traités actuels le prévoient - constituée des pays ayant la volonté et la capacité d'avancer vers une intégration poussée dans les domaines économique, social, scientifique, énergétique et diplomatique : les six pays fondateurs, suivis

des États de la zone euro qui le voudront, sont les mieux placés pour en faire partie, même si ce cercle doit rester ouvert à d'autres.

Cette refondation est le devoir partagé de la France et de l'Allemagne. Cinquante ans après le traité de l'Élysée que signèrent, visionnaires, le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, nos deux pays ont rendez-vous avec l'Histoire. Pour renouer avec ce nécessaire lien de confiance, j'ai travaillé à un accord entre le Parti socialiste et le SPD - les sociaux-démocrates allemands -, que nous avons conclu en juin 2011. Dès le lendemain de l'élection présidentielle, je me rendrai symboliquement à Berlin pour dire la volonté de la France de relancer l'Europe.

Je ne laisserai pas l'Europe péricliter sous les assauts de la finance et du nationalisme. Je me battrai, comme nous l'avons décidé avec tous nos amis socialistes et sociaux démocrates européens, pour une Europe gouvernée pour les peuples et par des projets, non par les agences de notations et les marchés.

L'Europe doit être unie, puissante, protectrice et généreuse à la fois.



En Europe comme en France, nous savons bien que la crise n'est pas ponctuelle. Il ne suffira pas d'éteindre des incendies, toujours plus coûteux, mais bien d'être **les architectes d'un nouveau modèle** de développement économique, social et durable.

Bien sûr, il faudra du sérieux ! La bonne gestion comme la morale en politique sont pour moi comme des évidences. Je l'ai montré quand, ministre des Affaires sociales, j'ai redressé les comptes de la Sécurité sociale tout en créant la CMU. Maire de Lille, j'ai désendetté la ville, sans relever les impôts et en augmentant les investissements : cet esprit d'efficacité continuera à m'animer à la tête de l'État.

De manière générale, la droite n'a pas de leçon de sérieux à donner en matière financière. Bien sûr, il y a la crise, mais comme le montre la Cour des comptes, 1/3 des déficits est dû à la crise et les 2/3 de déficits sont causés par la gestion de M. Sarkozy ! Et la dette a doublé depuis l'arrivée de la droite au pouvoir ! Sur l'ensemble de la période 1981-2011, les chiffres sont implacables : 75 % de la hausse s'est produite sous une gouvernance de droite !

Depuis dix ans, l'UMP a créé 70 milliards d'euros de dépenses fiscales inutiles et injustes – 40 milliards par le seul président sortant. Nous annulerons 50 milliards de ces niches fiscales qui sont inefficaces et injustes. Parce qu'un impôt efficace est un impôt juste, je procéderai également à une ample réforme fiscale qui obéira à un principe simple : chacun paie l'impôt en fonction de ses moyens. Ainsi, les revenus du capital seront taxés comme les revenus du travail ; les grandes entreprises comme les PME ; et l'impôt sur le revenu et la CSG seront rapprochés et prélevés à la source.

Nous redéploierons aussi certaines dépenses : ainsi, la suppression des avantages fiscaux des multipropriétaires qui ne font qu'alimenter la spéculation immobilière permettra de financer la construction de logements sociaux et l'accession sociale à la propriété. Enfin, les politiques d'austérité lourdes et brutales prônées par les libéraux qui empêchent la croissance et ses recettes, et donc ne règlent rien. Nous emprunterons un autre chemin qui réduira la dette et, par des mesures ciblées, qui relancera la croissance, créera des emplois et améliorera la compétitivité.

Je m'engage à ce que les ressources provenant de ces différentes politiques soient réparties selon une règle juste et efficace : *50 % pour le désendettement, 50 % pour financer nos priorités.*

Oui, il faudra bien gérer car c'est la condition de notre ambition. Mais il faudra aussi faire des choix car tout ne sera pas possible tout de suite. Dans ce nouveau modèle de développement qu'il nous faut mettre en place, je veux insister sur mes **quatre priorités, qui sont aussi les vôtres : l'emploi - tout pour l'emploi -, le pouvoir d'achat, l'éducation et la sécurité.**

La croissance et l'emploi.

Faire du droit à l'emploi une réalité, un emploi de qualité, un travail qui permette de vivre, de bien vivre, de s'épanouir et de progresser : oui, c'est à cet objectif que je mobiliserai la nation toute entière si vous me portez à sa tête.

Donner la priorité à l'emploi, c'est d'abord mobiliser toutes les énergies pour produire en France et en Europe, et produire durable. Cela passe par le choix de la *compétitivité-qualité* : la France devra rehausser son effort de recherche et d'innovation, privée comme publique. C'est privilégier

la production plutôt que la finance : *je réduirai le taux de l'impôt sur les sociétés pour les entreprises qui réinvestissent leurs profits,* et l'augmenterai pour celles qui privilégient les dividendes. C'est soutenir les industries stratégiques et exportatrices, développer les filières d'avenir, aider les PME à innover et à grandir, accompagner le verdissement de la production et les relocations d'activité : *une Banque publique d'investissement* sera créée sous forme de fonds régionaux. Je m'engage enfin à faire respecter *le principe délocaliseur-payeur.* Une entreprise qui réalise des bénéfices et qui ferme un site rentable devra rembourser les aides publiques perçues les cinq dernières années, dépolluer le site le cas échéant et le revitaliser pour reclasser les salariés. Face aux entreprises qui déménagent les machines ou les brevets, je donnerai la possibilité aux salariés de saisir la justice pour mettre fin à ces pratiques. C'est réussir l'indispensable mutation écologique de l'économie et la *transition énergétique,* grands défis du futur, et au-delà la transition vers un nouveau modèle de développement où *les zones rurales et la nature* auront toute leur place.

Donner la priorité à l'emploi, c'est aussi protéger les salariés et améliorer les conditions du travail : là est la vraie performance, pas dans la précarisation des salariés. J'ai pris des engagements que je mettrai en œuvre comme chef de l'État en lien avec les syndicats et le patronat : la création d'*une sécurité sociale professionnelle* avec un compte temps-formation permettant à chacun de reprendre des études, de rebondir après un licenciement ou de progresser professionnellement ; la c*odécision au sein du comité d'entreprise sur la formation professionnelle ;* le rétablissement du *droit à prendre sa retraite à 60 ans,* et à taux plein pour ceux qui ont commencé à travailler tôt ou exercé des emplois pénibles, avec un financement des régimes de retraite élargi aux revenus du capital et faisant contribuer les banques ; *la présence des représentants des salariés dans les instances de décision des grandes entreprises* - conseil d'administration et de surveillance, comité des rémunérations - ; un *plan d'amélioration des conditions de travail pour réduire le stress et les atteintes à la santé.*

En même temps, **je veux faire en sorte que chaque jeune accède rapidement à une première expérience professionnelle.** Oui, j'en suis convaincue, il n'y aura pas de rétablissement durable de l'emploi sans une nouvelle croissance. Là est le chemin. Mais il faut aussi des solutions immédiates pour les jeunes. C'est une urgence nationale. 300 000 emplois d'avenir seront créés, dont 100 000 dans les six premiers mois du quinquennat. Ils seront destinés en priorité aux secteurs de l'environnement (logement, audits thermiques et travaux d'isolation), du service à la personne (prise en charge des personnes âgées), de la sécurité (meilleur accueil des victimes), de l'éducation (aide aux devoirs et surveillance des établissements scolaires), de la culture (médiation).

Le pouvoir d'achat.

La répartition équitable des fruits de la croissance, c'est l'objectif de la *conférence salariale annuelle* qui réunira l'État, le patronat et les syndicats. Je veux rétablir l'esprit et les modalités du dialogue social et de la négociation collective.

Parce que les Français ne peuvent pas attendre, j'instaurerai *un rayon de prix citoyens dans les grandes surfaces :* il s'agira d'une large gamme de produits dont les prix, mais aussi la qualité et la disponibilité seront encadrés par convention annuelle entre l'État et la grande distribution.

De même, je demanderai au gouvernement *d'encadrer les loyers* dans les zones de spéculation, et particulièrement lors de la première location ou à la relocation : de cette façon, les loyers cesseront d'exploser.

Pour réduire les dépenses d'énergie des ménages, je soumettrai les superprofits des groupes pétroliers à une taxe dont la recette sera affectée à des *aides à l'isolation* et au financement de *tarifs progressifs qui seront créés pour l'eau, l'électricité et le gaz.*

Je prendrai aussi des mesures vigoureuses pour faire de **l'égalité salariale femmes-hommes** enfin une réalité. Il faudra passer des discours aux actes : si elles veulent conserver le maintien des aides publiques et en particulier des exonérations de charges sociales dont elles bénéficient, les entreprises devront conclure avec les représentants des salariés des accords supprimant les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes dans un délai de trois ans.

L'éducation.

Le vrai passeport pour l'avenir, c'est l'accès à l'éducation, à la culture et au meilleur niveau de qualification. Cela commence tôt avec un *service public de la petite enfance* incluant l'accueil en crèches et la scolarisation dès l'âge de deux ans, pour les parents qui le souhaitent.

Je souhaite pour cela **refonder notre système éducatif,** aujourd'hui en crise. Je proposerai dès 2012, après un débat national, *une loi cadre* qui définira les orientations fixées à notre école et le nouveau pacte éducatif entre la nation et l'ensemble des professionnels de l'éducation.

Élue, je mettrai fin immédiatement aux suppressions massives de postes. Je proposerai que des recrutements



nouveaux de professionnels - professeurs, médecins, surveillants, psychologues, personnels spécialisés... - interviennent là où ils sont le plus nécessaires et que les moyens accordés à l'éducation nationale soient mieux répartis entre les territoires.

Mon plan pour l'école se concentrera sur les cycles décisifs. J'accorderai une *priorité à l'école primaire :* tout enfant doit en sortir en maîtrisant les savoirs et les compétences fondamentales, la lecture, l'écriture, le calcul, mais aussi en étant familier de l'informatique et de l'anglais. La *lutte contre l'échec au collège* mobilisera aussi le gouvernement. Je souhaite la réduire drastiquement grâce à la personnalisation des parcours scolaires et des pédagogies, à une valorisation des matières technologiques et professionnelles et à une meilleure orientation. Je donnerai au lycée l'objectif de 100 % de lycéens sortant du secondaire avec une formation générale, technologique ou professionnelle.

Parvenir à ces résultats supposera de créer une véritable formation pratique initiale et continue des enseignants, de repenser les rythmes scolaires - nos élèves ont les journées parmi les plus longues et l'année la plus courte - en lien avec les familles et les collectivités locales, favoriser le travail en équipe et le pouvoir d'expérimentation notamment pédagogique des enseignants. Ma méthode reposera sur le dialogue avec toute la communauté éducative, l'implication des parents d'élèves, des associations d'éducation populaire, la mobilisation accrue des élus locaux, l'expérimentation avant toute généralisation.

Je rétablirai la sécurité dans les établissements scolaires. Il faut pour cela accorder un nombre suffisant de professionnels formés là où il y en a besoin, les accompagner par des emplois d'avenir pour encadrer les élèves, et créer un nouveau métier de l'éducation dédié à la surveillance dans l'enceinte scolaire et à ses abords.

Pour aider les jeunes adultes, étudiants ou en recherche d'emploi, nous proposerons un *parcours d'autonomie* qui comprendra une "allocation d'études" sous conditions de ressources. Il permettra de faire face à leurs dépenses de logement, de santé et de réussir leur entrée dans la vie active. Un droit à une formation initiale différée sera accordé à ceux qui ont quitté le système scolaire de manière précoce.

Le droit à la sécurité.

Pour moi, en République, une école qui permet la réussite de chacun, mais aussi un logement décent et l'accès aux soins sont des droits fondamentaux. Je développerai dans les semaines qui viennent l'ensemble de mes propositions dans ces domaines.

Mais je veux ici parler de la sécurité, car elle est un préalable : on ne construit pas son avenir dans une société minée par les violences et les tensions. Le bilan de la sécurité de M. Sarkozy est une catastrophe. Sept lois ont été votées à grand renfort de communication, et pourtant la situation a empiré. **Sur la sécurité, il faut tout reprendre à zéro et ouvrir toutes les voies de solutions.** Il faut d'abord afficher un principe et se donner les moyens de l'appliquer pleinement : **tout acte d'incivilité ou de délinquance doit entraîner une sanction rapide, proportionnée et juste.**

Pour cela, il faut d'abord des effectifs pour la police et la justice. On ne peut pas dire : "la sécurité est essentielle" et diminuer en même temps le nombre de policiers. Ce n'est pas sérieux et surtout, c'est dangereux. *Nous recruterons 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires* (dont 1000 dès 2012), tout en redéployant nombre de fonctionnaires occupés aujourd'hui à des tâches indues. *Il faudra créer une police des quartiers,* qui rassure et qui prévient, mais qui peut enquêter, alors qu'aujourd'hui dominent les actions "coup-de-poing" sans lendemain.

Il faut enfin avoir une échelle de sanctions qui s'applique dès le premier acte. Parce que rien ne peut jamais excuser la violence, aucun acte délictueux ne doit rester impuni. Or, faute de réponses adaptées et de moyens, 100 000 peines demeurent non-exécutées aujourd'hui. Cela veut dire que la police et la justice ne sont pas respectées. Nous restaurerons des sanctions adaptées allant des sanctions prévues avec les parents pour un enfant, jusqu'au *travaux d'intérêt général.* Pour les multirécidivistes, nous développerons les *centres de placement immédiats,* et, lorsqu'ils ne suffisent pas, des *centres de discipline et de réinsertion.*

Vous l'avez compris, ces priorités nous permettront de sortir de la crise et d'ouvrir le chemin vers un nouveau modèle de développement, retrouvant le plein emploi, valorisant le travail, préservant l'environnement, et plaçant la justice et la solidarité au cœur de l'économie. Mais au-delà,

je souhaite construire pour vous et avec vous **une société du respect, où la société respecte chacun, où chacun respecte les autres et où ensemble nous respectons l'avenir.**

Cela passera bien sûr par une **révolution des services publics** qui doivent fixer des règles de protection collective - c'est leur mission de toujours -, mais qui doivent s'adapter aux difficultés, aux talents ou aux souhaits de chacun. C'est ainsi que je conçois l'école et la santé de demain, ainsi que l'organisation du temps de travail tout au long de la vie.

Je refuse la société du mépris, celle qui relègue les plus pauvres hors de la cité, celle qui oublie les plus âgés, celle qui humilie les plus faibles. C'est pour cela que je porte par exemple la volonté de construire une ville où chacun trouve sa place, où la qualité de constructions, des espaces publics dans tous les quartiers, où la mixité sociale permettent le vivre ensemble. Je prône aussi une prise en charge de la perte d'autonomie par la solidarité.

C'est le sens de mon combat sans merci contre toutes les discriminations à l'emploi, au logement, à l'accès à la santé... Qu'elles frappent les personnes handicapées. Qu'elles touchent les personnes d'origine étrangère. Qu'elles touchent les individus pour leur orientation sexuelle ou leurs choix familiaux ; je veillerai à ce que le droit au mariage et à l'adoption soit ouvert pour tous les couples. En matière d'immigration, une société qui respecte des règles et qui soit en même temps fraternelle, cela veut dire reconnaître les droits et les devoirs aux étrangers en situation régulière, lutter contre le travail clandestin et ses trafiquants, régulariser sur critères les sans papiers notamment ceux qui travaillent, qui ont des enfants scolarisés..., reconduire de façon humaine les personnes qui n'ont pas vocation à rester sur notre territoire, encourager la démocratie et le développement économique dans les pays d'émigration.

Pour construire cette société du bien-être et du respect, il faudra faire des choix. Il faudra faire des efforts justement répartis, changer des habitudes, mais aussi construire de nouveaux droits et retrouver le progrès.

C'est le propre du politique de définir le sens de la société dans laquelle on veut vivre, mais aussi les chemins pour y parvenir. **Mais je sais aussi que la société ne changera pas sans vous.** Chaque Français doit d'abord se comporter comme un citoyen, respectueux des règles et des autres. Chacun d'entre vous est prêt à apporter beaucoup plus : des millions d'entre vous sont déjà engagés dans l'action associative et syndicale.

Vous aspirez à une société plus tolérante, plus fraternelle, plus ouverte. Vous avez en vous des trésors d'expérience de générosité à apporter aux autres. Il nous faut créer une société du lien, de la réciprocité, du soin mutuel. Ainsi, si la collectivité doit prendre en charge la dépendance des personnes âgées, rien ne remplace les solidarités familiales et amicales, et l'attention du voisinage.

Oui, rien ne se fera sans vous. C'est pourquoi je veux un nouvel élan démocratique, social et citoyen.

Comment construire un nouveau pacte éducatif, comment bâtir une sécurité sociale professionnelle, comment réformer les retraites, comment inciter les jeunes médecins à exercer dans les quartiers et les campagnes manquant de services de santé, sans associer les syndicats, le patronat, les usagers et les familles, bref, tous les acteurs concernés ?

Comment engager la France dans des réformes aussi profondes que la transition énergétique sans lancer de grands débats dans la société ? Je tournerai le dos à la pratique de ces dernières années, faite de fausses consultations. Nous écouterons avant, nous débattrons pendant, et nous évaluerons après. Nous laisserons de nouveau un champ à la négociation sociale, qui aujourd'hui a été réduite à la portion congrue. **Une véritable démocratie sociale et citoyenne constituera un des piliers de ma présidence.**

Démocratie sociale et citoyenne, mais aussi démocratie locale : parce qu'un État moderne est un État décentralisé, j'abrogerai la contre-réforme territoriale imposée par le président sortant et j'engagerai un nouvel acte de la décentralisation. L'autonomie financière et de gestion des collectivités sera assurée, ainsi qu'une répartition des richesses plus favorable aux territoires défavorisés, qu'ils soient urbains ou ruraux.

Je veux enfin **une République exemplaire.** Rééquilibrer les pouvoirs au sein de l'exécutif. Renforcer le rôle du Parlement. Redonner son indépendance à la justice. Retrouver une pleine indépendance des médias. Bien sûr. Mais aussi, parce que les Français souhaitent des dirigeants et des élus qui se consacrent à 100 % au travail confié par le peuple, j'instaurerai le *non cumul des fonctions et des mandats pour les ministres, les députés et les sénateurs.* Il sera mis fin aux conflits d'intérêt grâce à des *règles de transparence plus rigoureuses dans la vie publique et économique.*

Je *supprimerai le financement public aux partis qui ne respecteront pas la parité.* Le gouvernement sera composé à égalité de femmes et d'hommes. Il en ira de même pour les conseils d'administration et les comités exécutifs des entreprises du Cac 40.

Martine Aubry 2012

Chère Madame, cher Monsieur,

Toute ma vie de femme et de responsable politique, j'ai voulu agir pour servir mon pays et pour servir les autres.

Je n'accepte ni de voir décliner la France, que j'aime, ni la détérioration des conditions de vie des Français, faute d'ambition, de justice et de cohérence.

J'ai la conviction qu'un autre chemin est possible. **Je veux redonner à chacun le goût de l'avenir et l'envie d'un destin commun.**

Bien sûr, rien ne sera facile. **Je veux une gauche sérieuse et ambitieuse.** Sans sérieux, rien n'est faisable. Sans ambition, rien ne change. Au-delà de la crise, c'est une nouvelle société qu'il nous faut construire. Nous la construirons ensemble.

Pour cela, je veux rassembler aujourd'hui les femmes et les hommes de gauche, les écologistes et les humanistes, pour rassembler demain les Français et la nation toute entière.

Je vous demande de me faire confiance dès les 9 et 16 octobre prochains lors des Primaires citoyennes, pour qu'en 2012 la France retrouve **le progrès, ce mot qui veut dire simplement : demain sera meilleur qu'aujourd'hui.**



Martine Aubry





Les 9 et 16 octobre 2011, je vote Martine AUBRY aux Primaires citoyennes !

Qui peut voter ?
Tous les citoyens français inscrits sur les listes électorales avant le 31 décembre 2010. Le jour du vote, il suffit de s'acquitter d'une participation aux frais d'organisation de 1 € minimum et de signer une charte d'adhésion aux valeurs de la Gauche. Pourront également voter tous les mineurs ayant 18 ans au moment de la Présidentielle, ainsi que les mineurs et les étrangers adhérents du PS ou du MJS. Des modalités de vote existent pour les Français qui résident à l'étranger.

Comment ça marche ?
Les Primaires auront lieu les dimanches 9 et 16 octobre. Une convention d'investiture et de rassemblement se tiendra à l'issue du scrutin.

Où voter ?
Un site dédié, lesprimairecitoyennes.fr, vous permettera de trouver votre bureau de vote.

Faites un don pour la campagne de Martine AUBRY:
Les dons doivent être adressés par chèque à l'ordre de l'AFPCMA à :
AFPCMA 25, rue Buffon 75005 PARIS

Les dons à l'AFPCMA ouvrent droit à une réduction d'impôt de 66 % des sommes versées (dans la limite de 20 % du revenu imposable). Par exemple en donnant 75 euros, vous pourrez déduire 50 euros de votre imposition sur vos revenus 2011.

* Conformément à la loi, seuls sont autorisés les dons d'une personne physique, dans la limite d'un plafond de 7500 euros.

Crédit photos : Mathieu Delmestre, DR. RCS B 622 053 189

Pour soutenir la candidature de Martine Aubry et rester informé : martineaubry.fr